

N° 11081 * 08
 (Art. 244 quater B du C.G.I.)

 Code Direction

 Exercice ouvert le clos le

Nom et prénoms ou dénomination et adresse de l'entreprise Cachet du Service	N° SIREN de l'entreprise	Code APE
	(ancienne adresse en cas de changement)	

• Entreprises ayant engagé pour la 1 ^{re} fois des dépenses de recherche en 2005	<input type="checkbox"/> AZ <input type="text"/>	• Entreprises nouvelles créées en 2005	<input type="checkbox"/> BZ <input type="text"/>	ANNÉE CIVILE :	<input type="text"/> E <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 5
---	--	--	--	----------------	--

• Société bénéficiant du régime fiscal des groupes de sociétés article 223 A du CGI (cocher la case)	<input type="checkbox"/> CX <input type="text"/>	• Le nombre de salariés	<input type="text"/> CZ <input type="text"/>	• Le chiffre d'affaires HT	<input type="text"/> DZ <input type="text"/>
--	--	-------------------------	--	----------------------------	--

Désignation et adresse de la société mère N° siret : <input type="text"/> NF <input type="text"/>	• Le nombre de chercheurs et techniciens	<input type="text"/> EZ <input type="text"/>	• société bénéficiant du régime des JEI (article 44 sexies A du CGI)	<input type="text"/> GZ <input type="text"/>
	• Champ d'activité de recherche	<input type="text"/> FZ <input type="text"/>	(cf. notice cadre II)	

I - DÉPENSES OUVRANT DROIT À CRÉDIT D'IMPÔT

A - NEUTRALISATION DES TRANSFERTS DE DÉPENSES (cocher la case)		<input type="checkbox"/> AX <input type="text"/>	Voir notice III a - État à joindre		
B - DÉPENSES ENGAGÉES		Année civile 2003	Année civile 2004	Année civile 2005	
B.1 : DÉPENSES NON PLAFONNÉES					
1	Dotations aux amortissements	AA	BA	CA	
2.1	Dépenses de personnels de chercheurs et techniciens (sauf dépenses ligne 2.2)	AO	BO	CO	
2.2	Dépenses de jeunes docteurs (<i>a indiquer pour le double de leur montant pour l'année 2005 uniquement</i>)	AB	BB	CB	
3	Dépenses de fonctionnement : (chercheurs et techniciens : ligne 2.1 x 75 % ; jeunes docteurs : ligne 2.2 x 100 % cf. notice p.2)	AC	BC	CC	
4	Prise et maintenance de brevets	AD	BD	CD	
5	Dotations aux amortissements de brevets acquis en vue de la recherche et de développement expérimental	AE	BE	CE	
6	50 % des salaires et charges sociales afférents aux réunions de normalisation	AF	BF	CF	
7	Autres dépenses liées à la normalisation (30 % des sommes portées ligne 6)	AG	BG	CG	
8	50 % des dépenses liées à la participation aux réunions officielles de normalisation	AK	BK	CK	
9	total 1 : lignes 1+2.1+2.2+3+4+5+6+7+8	AS	BS	CS	
10	Montant revalorisé des dépenses de 2003	AS x indice de revalorisation			JA
11	Montant revalorisé des dépenses de 2004	BS x indice de revalorisation			JB
B.2 : DÉPENSES PLAFONNÉES		Année civile 2003	Année civile 2004	Année civile 2005	
12	Dépenses de défense de brevets : plafonnées à 60 000 €	AP	BP	CP	
13	Montant revalorisé des dépenses de 2003 limité à 60 000 €	AP x indice de revalorisation			JC
14	Montant revalorisé des dépenses de 2004 limité à 60 000 €	BP x indice de revalorisation			JD
DÉPENSES DE SOUS-TRAITANCE (joindre la liste des organismes)		Année civile 2003	Année civile 2004	Année civile 2005	
15	Opérations confiées à des organismes de recherche publics, à des universités ou à des centres techniques exerçant des missions d'intérêt général (cf. notice p.3) - avec un lien de dépendance (<i>indiquer le montant exact</i>)	AQ	BQ	CQ	
16	- sans lien de dépendance (<i>indiquer le double de leur montant</i>)	AT	BT	CT	
17	Opérations confiées à des organismes de recherche privés agréés - avec un lien de dépendance (cf. notice p.3)	AJ	BJ	CJ	
18	- sans lien de dépendance	AU	BU	CU	
19	Total des dépenses de sous-traitance avec un lien de dépendance (<i>ligne 15+17 dans la limite de 2 millions d'euros</i>)	AV	BV	CV	
20	Total des dépenses de sous-traitance sans lien de dépendance (<i>ligne 16+18 dans la limite de 10 millions d'euros diminué du montant ligne 19</i>)	AW	BW	CW	
21	Total des dépenses de sous-traitance (ligne 19+20)	AX	BX	CX	
22	Montant revalorisé des dépenses 2003 (limité à 2 millions d'euros si case AW non servie ou 10 millions d'euros si case AW servie)	AX x indice de revalorisation			JE
23	Montant revalorisé des dépenses 2004 (limité à 2 millions d'euros si case BW non servie ou 10 millions d'euros si case BW servie)	BX x indice de revalorisation			JF
		Année civile 2003	Année civile 2004	Année civile 2005	
24	Dépenses de veille technologique : plafonnées à 60 000 €	AR	BR	CR	
25	Montant revalorisé des dépenses de 2003 limité à 60 000 €	AR x indice de revalorisation			JG
26	Montant revalorisé des dépenses de 2004 limité à 60 000 €	BR x indice de revalorisation			JH
27	Montant total des dépenses revalorisées de 2003 (<i>somme des montants ligne 10+ ligne 13+ ligne 22+ ligne 25</i>)				JI
28	Montant total des dépenses revalorisées de 2004 (<i>somme des montants ligne 11+ ligne 14+ ligne 23+ ligne 26</i>)				JK
29	Déduction des subventions 2003				JL
30	Déduction des subventions 2004				JM
31	Déduction des subventions 2005				JQ

 1^{er} Exemple destiné au Service des Impôts

N° 11081 * 08
 (Art. 244 quater B du C.G.I.)

 Code Direction

 Exercice ouvert le clos le

Cachet du Service	Nom et prénoms ou dénomination et adresse de l'entreprise	N° SIREN de l'entreprise	Code APE
	(ancienne adresse en cas de changement)		

 • Entreprises ayant engagé pour la 1^{re} fois des dépenses de recherche en 2005 AZ
 • Entreprises nouvelles créées en 2005 BZ
 ANNÉE CIVILE : E 2 0 1 5

 • Société bénéficiant du régime fiscal des groupes de sociétés article 223 A du CGI (cocher la case) CX
 • Le nombre de salariés CZ
 • Le chiffre d'affaires HT GZ

 Désignation et adresse de la société mère
 • Le nombre de chercheurs et techniciens EZ
 • société bénéficiant du régime des JEI (article 44 sexies A du CGI) FZ

 N° siret : NF
 • Champ d'activité de recherche FZ (cf. notice cadre II)

I - DÉPENSES OUVRANT DROIT À CRÉDIT D'IMPÔT

A - NEUTRALISATION DES TRANSFERTS DE DÉPENSES (cocher la case) <input type="checkbox"/> AX <input type="checkbox"/>		Voir notice III a - État à joindre					
B - DÉPENSES ENGAGÉES		Année civile 2003		Année civile 2004		Année civile 2005	
B.1 : DÉPENSES NON PLAFONNÉES							
1	Dotations aux amortissements	AA		BA		CA	
2.1	Dépenses de personnels de chercheurs et techniciens (sauf dépenses ligne 2.2)	AO		BO		CO	
2.2	Dépenses de jeunes docteurs (<i>a indiquer pour le double de leur montant pour l'année 2005 uniquement</i>)	AB		BB		CB	
3	Dépenses de fonctionnement : (chercheurs et techniciens : ligne 2.1 x 75 % ; jeunes docteurs : ligne 2.2 x 100 % cf. notice p.2)	AC		BC		CC	
4	Prise et maintenance de brevets	AD		BD		CD	
5	Dotations aux amortissements de brevets acquis en vue de la recherche et de développement expérimental	AE		BE		CE	
6	50 % des salaires et charges sociales afférents aux réunions de normalisation	AF		BF		CF	
7	Autres dépenses liées à la normalisation (30 % des sommes portées ligne 6)	AG		BG		CG	
8	50 % des dépenses liées à la participation aux réunions officielles de normalisation	AK		BK		CK	
9	total 1 : lignes 1+2.1+2.2+3+4+5+6+7+8	AS		BS		CS	
10	Montant revalorisé des dépenses de 2003	AS x indice de revalorisation				JA	
11	Montant revalorisé des dépenses de 2004	BS x indice de revalorisation				JB	
B.2 : DÉPENSES PLAFONNÉES							
12	Dépenses de défense de brevets : plafonnées à 60 000 €	AP		BP		CP	
13	Montant revalorisé des dépenses de 2003 limité à 60 000 €	AP x indice de revalorisation				JC	
14	Montant revalorisé des dépenses de 2004 limité à 60 000 €	BP x indice de revalorisation				JD	
DÉPENSES DE SOUS-TRAITANCE (joindre la liste des organismes)							
15	Opérations confiées à des organismes de recherche publics, à des universités ou à des centres techniques exerçant des missions d'intérêt général (cf. notice p.3) - avec un lien de dépendance (<i>indiquer le montant exact</i>)	AQ		BQ		CQ	
16	- sans lien de dépendance (<i>indiquer le double de leur montant</i>)	AT		BT		CT	
17	Opérations confiées à des organismes de recherche privés agréés - avec un lien de dépendance (cf. notice p.3)	AJ		BJ		CJ	
18	- sans lien de dépendance	AU		BU		CU	
19	Total des dépenses de sous-traitance avec un lien de dépendance (<i>ligne 15+17 dans la limite de 2 millions d'euros</i>)	AV		BV		CV	
20	Total des dépenses de sous-traitance sans lien de dépendance (<i>ligne 16+18 dans la limite de 10 millions d'euros diminué du montant ligne 19</i>)	AW		BW		CW	
21	Total des dépenses de sous-traitance (ligne 19+20)	AX		BX		CX	
22	Montant revalorisé des dépenses 2003 (limité à 2 millions d'euros si case AW non servie ou 10 millions d'euros si case AW servie)	AX x indice de revalorisation				JE	
23	Montant revalorisé des dépenses 2004 (limité à 2 millions d'euros si case BW non servie ou 10 millions d'euros si case BW servie)	BX x indice de revalorisation				JF	
Année civile 2003							
24	Dépenses de veille technologique : plafonnées à 60 000 €	AR		BR		CR	
25	Montant revalorisé des dépenses de 2003 limité à 60 000 €	AR x indice de revalorisation				JG	
26	Montant revalorisé des dépenses de 2004 limité à 60 000 €	BR x indice de revalorisation				JH	
27	Montant total des dépenses revalorisées de 2003 (<i>somme des montants ligne 10+ ligne 13+ ligne 22+ ligne 25</i>)					JI	
28	Montant total des dépenses revalorisées de 2004 (<i>somme des montants ligne 11+ ligne 14+ ligne 23+ ligne 26</i>)					JK	
29	Déduction des subventions 2003					JL	
30	Déduction des subventions 2004					JM	
31	Déduction des subventions 2005					JQ	

2^{ème} HYPOTHÈSE : Détermination du crédit d'impôt imputable par l'associé d'une société de personne ou d'un groupement assimilé (à l'exclusion des associés personnes physiques ne disposant pas d'autre crédit d'impôts recherche)

A : DÉTERMINATION DU MONTANT DES PARTS EN ACCROISSEMENT ET PARTS EN VOLUME À PRENDRE EN COMPTE POUR LE CALCUL DU CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE DE L'ASSOCIÉ

- Parts au titre des dépenses exposées par l'entreprise (à compléter lorsque les cadres I et II de la présente déclaration sont servis)

Part en accroissement brute ¹²		Part en volume brute ¹³	
D1		D2	

- Parts au titre des dépenses engagées par les sociétés de personnes dont l'entreprise est associée

Identification de la société et adresse	Part en accroissement transférée	Part en volume transférée

Total	D3	D4
--------------	----	----

- Part en accroissement et part en volume à prendre en compte pour le calcul du crédit d'impôt recherche de l'associé

Total de la part en accroissement (somme montant case D1 et case D3)	Total de la part en volume (somme montant case D2 et D4)	Part en accroissement plafonnée ¹⁴	Part en volume plafonnée
D5	D6	D7	D8

B : DÉTERMINATION DU MONTANT DU CRÉDIT D'IMPÔT DE L'ASSOCIÉ

- Part en accroissement

Part en accroissement plafonnée positive (si montant D7>0)	E1
Part en accroissement négative reportable de l'année antérieure (à indiquer en valeur absolue)	E2
Part en accroissement plafonnée positive après imputation du crédit d'impôt négatif de l'année antérieure si case E1 > case E2, montant E1 - E2 si case E1 < case E2; reporter la différence case E7	E3
Part en accroissement plafonnée négative (si montant D7<0) (reporter le montant et l'indiquer en valeur absolue)	E4
Part en accroissement négative reportable de l'année antérieure (à indiquer en valeur absolue)	E5
Cumul des crédits d'impôt positifs nets obtenus depuis que l'entreprise bénéficie du crédit d'impôt recherche (limité à 10 ans)	E6
Part en accroissement négative de l'année de reporter si case E1 < case E2, montant E2 - E1 si case E4 est servie montant E4 + E5 limité au montant case E6	E7

- Part en volume

Part en volume : (report du montant de la case D8)	E8
--	----

- Crédit d'impôt imputable par l'associé

Somme des cases E3 + E8 ou case E8 si montant case E7 est servie	E9
--	----

IV. - UTILISATION DE LA CRÉANCE

1° <u>Cas général</u> :	Montant du crédit d'impôt	NA
	Montant imputé sur l'impôt sur les sociétés	- NB
	Montant restant à imputer sur les 3 années suivantes	= NC
2° <u>Certaines entreprises nouvelles</u> :	Montant dont la restitution est demandée (pour l'IS joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)	ND
	3° <u>Mobilisation de la créance auprès d'un établissement de crédit</u>	NE
	Montant des créances dont la mobilisation est demandée	

V. - SIGNATURE

A Nom, Qualité Signature

Le

VI. - CADRE RÉSERVÉ AU COMPTABLE DES IMPÔTS

Montant imputé sur l'IS. Date du remboursement de la créance Montant du remboursement Date de saisie N° d'opération du remboursement N° d'opération mise à jour de la créance N° de R.I.B	<input type="text"/>	Cachet et signature du comptable des impôts
---	----------------------	---

12. Report de la case KB ou de la case KE.
 13. Report de la case KI.
 14. Les sociétés de personnes qui ont engagé des dépenses ouvrant droit à crédit d'impôt recherche et qui disposent par ailleurs de participation dans des sociétés de personnes ayant engagé des dépenses ouvrant droit à crédit d'impôt recherche, reportent le montant de la case D7 dans la case G2, et le montant de la case D8 dans la case G3.

2^{ème} HYPOTHÈSE : Détermination du crédit d'impôt imputable par l'associé d'une société de personne ou d'un groupement assimilé (à l'exclusion des associés personnes physiques ne disposant pas d'autre crédit d'impôts recherche)

A : DÉTERMINATION DU MONTANT DES PARTS EN ACCROISSEMENT ET PARTS EN VOLUME À PRENDRE EN COMPTE POUR LE CALCUL DU CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE DE L'ASSOCIÉ

- Parts au titre des dépenses exposées par l'entreprise (à compléter lorsque les cadres I et II de la présente déclaration sont servis)

Part en accroissement brute ¹²		Part en volume brute ¹³	
D1		D2	

- Parts au titre des dépenses engagées par les sociétés de personnes dont l'entreprise est associée

Identification de la société et adresse	Part en accroissement transférée	Part en volume transférée

Total	D3	D4
--------------	----	----

- Part en accroissement et part en volume à prendre en compte pour le calcul du crédit d'impôt recherche de l'associé

Total de la part en accroissement (somme montant case D1 et case D3)	Total de la part en volume (somme montant case D2 et D4)	Part en accroissement plafonnée ¹⁴	Part en volume plafonnée
D5	D6	D7	D8

B : DÉTERMINATION DU MONTANT DU CRÉDIT D'IMPÔT DE L'ASSOCIÉ

- Part en accroissement

Part en accroissement plafonnée positive (si montant D7>0)	E1
Part en accroissement négative reportable de l'année antérieure (à indiquer en valeur absolue)	E2
Part en accroissement plafonnée positive après imputation du crédit d'impôt négatif de l'année antérieure si case E1 > case E2, montant E1 - E2 si case E1 < case E2; reporter la différence case E7	E3
Part en accroissement plafonnée négative (si montant D7<0) (reporter le montant et l'indiquer en valeur absolue)	E4
Part en accroissement négative reportable de l'année antérieure (à indiquer en valeur absolue)	E5
Cumul des crédits d'impôt positifs nets obtenus depuis que l'entreprise bénéficie du crédit d'impôt recherche (limité à 10 ans)	E6
Part en accroissement négative de l'année de reporter si case E1 < case E2, montant E2 - E1 si case E4 est servie montant E4 + E5 limité au montant case E6	E7

- Part en volume

Part en volume : (report du montant de la case D8)	E8
--	----

- Crédit d'impôt imputable par l'associé

Somme des cases E3 + E8 ou case E8 si montant case E7 est servie	E9
--	----

IV. - UTILISATION DE LA CRÉANCE

1° <u>Cas général</u> :	Montant du crédit d'impôt	NA
	Montant imputé sur l'impôt sur les sociétés	- NB
	Montant restant à imputer sur les 3 années suivantes	= NC
2° <u>Certaines entreprises nouvelles</u> :	Montant dont la restitution est demandée (pour l'IS joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)	ND
	3° <u>Mobilisation de la créance auprès d'un établissement de crédit</u>	NE
	Montant des créances dont la mobilisation est demandée	

V. - SIGNATURE

A Nom, Qualité Signature

Le

VI. - CADRE RÉSERVÉ AU COMPTABLE DES IMPÔTS

Montant imputé sur l'IS. Date du remboursement de la créance Montant du remboursement Date de saisie N° d'opération du remboursement N° d'opération mise à jour de la créance N° de R.I.B	<input type="text"/>	Cachet et signature du comptable des impôts
---	----------------------	---

12. Report de la case KB ou de la case KE.
 13. Report de la case KI.
 14. Les sociétés de personnes qui ont engagé des dépenses ouvrant droit à crédit d'impôt recherche et qui disposent par ailleurs de participation dans des sociétés de personnes ayant engagé des dépenses ouvrant droit à crédit d'impôt recherche, reportent le montant de la case D7 dans la case G2, et le montant de la case D8 dans la case G3.

N° 11081 * 08
 (Art. 244 quater B du C.G.I.)

 Code Direction

 Exercice ouvert le clos le

Nom et prénoms ou dénomination et adresse de l'entreprise	N° SIREN de l'entreprise	Code APE
	(ancienne adresse en cas de changement)	
Cachet du Service		

 • Entreprises ayant engagé pour la 1^{re} fois des dépenses de recherche en 2005 AZ
 • Entreprises nouvelles créées en 2005 BZ
 ANNÉE CIVILE : E 2 0 5

 • Société bénéficiant du régime fiscal des groupes de sociétés article 223 A du CGI (cocher la case) CX
 • Le nombre de salariés CZ
 • Le chiffre d'affaires HT DZ

Désignation et adresse de la société mère

N° siret : NF

 • Le nombre de chercheurs et techniciens EZ
 • société bénéficiant du régime des JEI (article 44 sexies A du CGI) GZ
 • Champ d'activité de recherche FZ (cf. notice cadre II)

I - DÉPENSES OUVRANT DROIT À CRÉDIT D'IMPÔT

A - NEUTRALISATION DES TRANSFERTS DE DÉPENSES (cocher la case) <input type="checkbox"/> AX <input type="checkbox"/>		Voir notice III a - État à joindre					
B - DÉPENSES ENGAGÉES		Année civile 2003		Année civile 2004		Année civile 2005	
B.1 : DÉPENSES NON PLAFONNÉES							
1	Dotations aux amortissements	AA		BA		CA	
2.1	Dépenses de personnels de chercheurs et techniciens (sauf dépenses ligne 2.2)	AO		BO		CO	
2.2	Dépenses de jeunes docteurs (<i>a indiquer pour le double de leur montant pour l'année 2005 uniquement</i>)	AB		BB		CB	
3	Dépenses de fonctionnement : (chercheurs et techniciens : ligne 2.1 x 75 % ; jeunes docteurs : ligne 2.2 x 100 % cf. notice p.2)	AC		BC		CC	
4	Prise et maintenance de brevets	AD		BD		CD	
5	Dotations aux amortissements de brevets acquis en vue de la recherche et de développement expérimental	AE		BE		CE	
6	50 % des salaires et charges sociales afférents aux réunions de normalisation	AF		BF		CF	
7	Autres dépenses liées à la normalisation (30 % des sommes portées ligne 6)	AG		BG		CG	
8	50 % des dépenses liées à la participation aux réunions officielles de normalisation	AK		BK		CK	
9	total 1 : lignes 1+2.1+2.2+3+4+5+6+7+8	AS		BS		CS	
10	Montant revalorisé des dépenses de 2003	AS x indice de revalorisation				JA	
11	Montant revalorisé des dépenses de 2004	BS x indice de revalorisation				JB	
B.2 : DÉPENSES PLAFONNÉES		Année civile 2003		Année civile 2004		Année civile 2005	
12	Dépenses de défense de brevets : plafonnées à 60 000 €	AP		BP		CP	
13	Montant revalorisé des dépenses de 2003 limité à 60 000 €	AP x indice de revalorisation				JC	
14	Montant revalorisé des dépenses de 2004 limité à 60 000 €	BP x indice de revalorisation				JD	
DÉPENSES DE SOUS-TRAITANCE (joindre la liste des organismes)		Année civile 2003		Année civile 2004		Année civile 2005	
15	Opérations confiées à des organismes de recherche publics, à des universités ou à des centres techniques exerçant des missions d'intérêt général (cf. notice p.3) - avec un lien de dépendance (<i>indiquer le montant exact</i>)	AQ		BQ		CQ	
16	- sans lien de dépendance (<i>indiquer le double de leur montant</i>)	AT		BT		CT	
17	Opérations confiées à des organismes de recherche privés agréés - avec un lien de dépendance (cf. notice p.3)	AJ		BJ		CJ	
18	- sans lien de dépendance	AU		BU		CU	
19	Total des dépenses de sous-traitance avec un lien de dépendance (<i>ligne 15+17 dans la limite de 2 millions d'euros</i>)	AV		BV		CV	
20	Total des dépenses de sous-traitance sans lien de dépendance (<i>ligne 16+18 dans la limite de 10 millions d'euros diminué du montant ligne 19</i>)	AW		BW		CW	
21	Total des dépenses de sous-traitance (ligne 19+20)	AX		BX		CX	
22	Montant revalorisé des dépenses 2003 (limité à 2 millions d'euros si case AW non servie ou 10 millions d'euros si case AW servie)	AX x indice de revalorisation				JE	
23	Montant revalorisé des dépenses 2004 (limité à 2 millions d'euros si case BW non servie ou 10 millions d'euros si case BW servie)	BX x indice de revalorisation				JF	
		Année civile 2003		Année civile 2004		Année civile 2005	
24	Dépenses de veille technologique : plafonnées à 60 000 €	AR		BR		CR	
25	Montant revalorisé des dépenses de 2003 limité à 60 000 €	AR x indice de revalorisation				JG	
26	Montant revalorisé des dépenses de 2004 limité à 60 000 €	BR x indice de revalorisation				JH	
27	Montant total des dépenses revalorisées de 2003 (<i>somme des montants ligne 10+ ligne 13+ ligne 22+ ligne 25</i>)					JI	
28	Montant total des dépenses revalorisées de 2004 (<i>somme des montants ligne 11+ ligne 14+ ligne 23+ ligne 26</i>)					JK	
29	Déduction des subventions 2003					JL	
30	Déduction des subventions 2004					JM	
31	Déduction des subventions 2005					JQ	

 4^e Exemple à conserver par le déclarant

